

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bureau national du PS du mardi 3 mars

Intervention de Gérard Filoche

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2015

Démocratie & Socialisme

J'ai entendu avant moi, ici, des inquiétudes encore plus fortes que les miennes sur les échéances électorales qui viennent. Je dispose de moins d'informations que le premier secrétaire, mais je ne sais pas ce qui est le plus anxiogène aujourd'hui, en posséder ou pas, connaître le détail des sondages ou pas...

Une chose est certaine c'est que l'enjeu porte sur la vie quotidienne, et sur une réorientation à gauche. Pas sur le maintien illusoire d'un esprit du 11 janvier. À la veille des 22 mars et 29 mars, il vaut mieux éviter de parler des coupures d'eau, des 22 000 postes supprimés dans les hôpitaux, de l'inégalité des salaires femmes-hommes, et de la casse du droit du travail. Les électeurs vont avoir en tête le chômage qui augmente et l'austérité qu'ils subissent.

Le Sénat a voté pour couper l'eau aux « particuliers mauvais payeurs » et TF1 fait aussitôt un reportage sur une femme pauvre et précaire qui en subit les conséquences : le mieux ce serait, nous, de faire vive campagne tout de suite contre ces coupures d'eau injustes (seulement 0,5 % des factures ne sont pas honorées), surtout qu'en même temps un article du projet de loi Macron baisse le prix de l'électricité pour les industries fortement utilisatrices, ce qui ne saurait manquer d'interroger tous les ménages qui souffrent de coupures.

Éviter aussi l'idée que nous abandonnerions le tiers payant, éviter l'idée qu'on va affaiblir les hôpitaux, juste après que ceux-ci (et ça a failli rappeler la canicule), aient été mis en danger par la grande épidémie de grippe où les usagers ont constaté toutes les conséquences de manquer de personnel et d'avoir supprimé des lits...

L'annonce de supprimer 22 000 postes dans les hôpitaux et de réaliser 3 milliards d'économies tombe très très mal... à 20 jours du scrutin. D'où la manifestation du 15 mars. Notre politique de santé ne devrait pas être faite pour plaire aux libéraux intégristes de Bruxelles, ce qu'il faut annoncer n'est pas la suppression de 22 000 postes, c'est la réalisation de 50 000 embauches dans la fonction publique hospitalière. Car c'est ce dont on a réellement besoin. Et il faut aussi supprimer cet article du projet de loi Macron qui prévoit que nos hôpitaux pourront investir à l'étranger dans des cliniques et hôpitaux privés, car si c'est vrai qu'il y a si peu d'argent, autant qu'il soit gardé ici pour garder nos lits ouverts et payer les heures de nos médecins et infirmières.

Par ailleurs, cela va être le 8 mars, il me semble qu'il faut mettre l'accent sur les inégalités de salaires femmes-hommes, car rien n'a été fait en ce sens depuis 2012, les différences sont aussi grandes, seuls 7 % des cadres supérieurs sont des femmes, 93 % sont des hommes, l'écart moyen entre les salaires des deux sexes reste de 27 % (et de 8 % au niveau des cadres) à compétences, qualification, formation, postes et travail égal. C'est intolérable. Ce serait bien d'introduire cela dans la campagne et d'agir, car c'est là-dessus que nous serons jugés : chacun a bien compris que ce n'était pas sur une vision abstraite de la république que les citoyens vont voter mais sur leur situation sociale et le chômage, sur ce qu'il y a dans leur assiette. Il vaut mieux, nettement, hausser le « coût du travail », c'est à dire les salaires, plutôt que de tolérer la continuation de la discrimination salariale contre les femmes de notre pays.

J'ai compris que notre parti ferait un effort pour dire *en amont* ses opinions que les thèmes que le gouvernement et les députés auraient à aborder. Il vaut mieux alors que notre ministre du travail ne se laisse pas aller à dire que « oui, s'il le faut, on fera la retraite à 63 ans ». Laissons ça à la droite. De même, quand la droite UDI, avec Lagarde, propose « 39 h payées 35 » soit une baisse de salaire de 12,5 % c'est l'occasion de défendre les 35 h et nos salaires et de ne pas paraître hésitants là-dessus. Pas de mettre sur le site du PS un écriteau qui affirme de façon claironnante que « la baisse du coût du travail ça marche ! ».

Il vaudrait mieux aussi que le Premier ministre ne fasse pas de déclarations qui remettent en cause, encore et davantage, le Code du travail, comme il l'a fait cette semaine en pleine face devant les « partenaires sociaux », car ce genre de discours est d'une gravité dangereuse pour l'avenir, c'est anxiogène aussi à la veille d'un vote, sur les

IRP, CE, DP, CHSCT, et ça non plus ça n'aide pas à mobiliser parmi les syndiqués informés et conscients, ni en direction de tous ceux, très nombreux, qu'ils influencent.

De même mieux vaut ne pas laisser dire que les départements vont disparaître, ni laisser diffuser qu'il y aura des restrictions et des coupes budgétaires, des « efforts », encore et encore. En un mot, pour battre la droite et gagner les élections à gauche, il vaudrait mieux tenir un langage de gauche, rechercher l'unité de la gauche, pas chercher à plaire au Medef, car sinon le mur nous attend.